LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

La motion Faure :

Coexistence paisible des démocraties et des États totalitaires...

M. Gouin (Marseille) lit le texte de la motion Faure à laquelle quelques modifications ont été apportées. En voici les principales dispositions :

« Le parti estime qu'une politique de réarmement ne peut être une fin en soi. Combattre le fascisme n'est pas faire la guerre à un pays fasciste. Le parti doit s'efforcer de rechercher de façon permanente les conditions de coexistence paisible des pays démocratiques avec des pays totalitaires. La politique internationale de la France doit être conforme aux seuls intérêts de la paix. Celle-ci ne sera vraiment assurée que lorsque la course aux armements sera abandonnée.

« La France doit s'efforcer d'associer à son action pour la paix toutes les nations, au premier rang desquelles il faut placer l'Angleterre et l'Amérique. Il faut aller plus loin même ; le devoir de la France est d'essayer de recréer un système de sécurité collective. Elle doit d'abord dresser un état de ses engagements internationaux tels qu'ils existent actuellement. Le parti scellerait avec joie une entente qui s'établirait entre la France et l'Allemagne, prélude d'une entente plus générale ».

M. Gouin s'élève contre l'idée de ceux qui voudraient voir à travers les divergences de vues sur la politique étrangère une question personnelle opposant MM. Blum et Paul Faure.

« Nous devons, ajoute-t-il, rechercher sans nous lasser les conditions de coexistence paisible des démocraties et des pays totalitaires. C'est là l'essentiel de la pensée de Paul Faure dont la motion demande qu'au premier rang de ses amitiés, la France place les deux autres grandes nations libres : l'Angleterre et les Etats-Unis ».

...révision des pactes et du traité de Versailles.

L'orateur revient sur la question du bilan à dresser, le bilan des engagements de la France et leur révision éventuelle.

« Le parti, dit-il, doit sur ce point capital, faire connaître son sentiment sans équivoque. Les amis de Paul Faure pensent que tous les pactes doivent contenir la clause d'arbitrage et de conciliation qui corrige l'automatisme des obligations. Pour donner aux pactes leur pleine efficacité en vue du maintien de la paix, la France doit aussi ne jamais dissocier son action de celle de la Grande-Bretagne. »

La révision des pactes, dans l'esprit de l'orateur, doit être accompagnée d'une révision du Traité de Versailles ou de ce qui reste. Tout ceci postule la réunion d'une conférence internationale.

« Le parti socialiste, conclut M. Gouin, peut réussir dans son effort pour la paix à la condition qu'il ne se mutile pas lui-même. »

La motion Blum :

M. Blum monte à la tribune. Il donne lecture de sa motion, dont le texte primitif a subi, lui aussi, des retouches.

Voici les principaux passages de cette motion:

« Il y a unanimité absolue dans le parti pour condamner la guerre et pour exiger qu'un effort infatigable de négociation et de conciliation soit jeté au devant de toute menace de conflit armé.

» Le parti est obligé de constater que les dangers de guerre qui pèsent sur l'Europe ont pour cause directe la politique de domination et le prosélytisme conquérant poursuivis par les dictatures totalitaires et que les accords de Munich n'ont fait jusqu'à présent qu'en accroître le poids tout en en différant l'échéance.

» Le parti doit donc définir clairement son attitude: il participera totalement et sans réserve à la défense du pays contre toutes les agressions ou entreprises menaçant l'intégrité de son territoire, la plénitude de sa souveraineté et de son indépendance politiques.

» Il est prêt à coopérer sous toutes ses formes, à la tâche multiple qu'impose la sécurité de la France.

Première tâche : la défense nationale

» Cette tâche consiste en premier lieu à porter au plus haut degré l'efficacité technique de l'appareil de défense nationale. Mais elle ne consiste pas seulement en cela. La sécurité implique aussi l'existence de contrats d'assistance mutuelle conclus avec les Etats pacifiques comme la France et recherchant, comme elle, la paix dans le respect des indépendances nationales et dans l'organisation d'une entente internationale.

» Les contrats existants que les Etats ne seraient pas résolus à remplir dans la plénitude de leur lettre et de leur esprit doivent être dénoncés franchement.

» Ceux qui subsisteront, au premier rang desquels le parti place l'entente franco-anglaise et le pacte franco-soviétique, doivent être exécutés avec loyauté et avec courage. Le parti n'hésitera pas à faire comprendre au pays que la sécurité de la nation interdit l'occupation, par des adversaires éventuels, de positions dominantes, telles que l'Espagne nationale, les Baléares ou les Canaries, menaçant ses frontières ou ses communications.

» Il n'hésitera pas à ranimer dans les masses populaires cet esprit de résistance à l'injustice et à l'oppression qui est un des éléments constitutifs du socialisme. Si la nation est contrainte de choisir entre la servitude et la guerre, il ne lui conseillerait pas la servitude. Mais sa volonté bien déterminée est de soustraire le peuple français à cette alternative terrible et il reste prêt, dans ce sens, à toutes les tentatives et à toutes les initiatives.

Pas d'opposition aux conversations directes avec les dictatures

» Il ne s'oppose nullement aux conversations directes avec les dictatures totalitaires, sous la seule condition qu'elles soient dirigées vers l'éclaircissement et le règlement d'ensemble des problèmes européens. Mais ce qu'il appelle de toute son énergie, c'est la réunion d'une vaste conférence internationale symbolisant par elle-même l'indivisibilité de la paix, où toutes les nations, grandes et petites, auraient le même accès, qui envisagerait librement toutes les solutions susceptibles de conduire à l'entente politique et à la coopération économique des peuples.

Le désarmement général

» Le parti place au premier plan des travaux de la conférence qu'il réclame, le désarmement général. Le désarmement est une des conditions essentielles de la sécurité collective. C'est pourquoi les deux tâches doivent être menées de front: d'une part, l'appel puissant vers l'organisation de la paix générale; d'autre part, le rassemblement et l'exaltation de toutes les énergies dont l'élan représente la force la plus précieuse du pays. »

M. Blum rappelle les liens d'amitié qui existent entre lui et Paul Faure. Ni lui, ni Paul Faure n'ont pu avoir cette idée qu'à la fin du congrès il pût y avoir un vainqueur et un vaincu. Il constate que sur certains points l'accord entre lui et Paul Faure est complet.

Il ne peut y avoir qu'un souci : épargner la guerre, préserver la paix

« Nous n'avons pas le droit, poursuit M. Blum, de fermer les yeux devant la classe ouvrière tout entière. C'est pourquoi j'ai pris l'initiative d'amener le parti à examiner de près et au-delà des formules habituelles, la situation présente. La S.D.N. n'a plus la force nécessaire pour assurer la paix.

» Nous avons devant nous l'axe Rome-Berlin-Tokio.

» Nous avons devant nous l'Allemagne réarmée. Nous devons tenir compte du fait que la Tchécoslovaquie est tombée sous le vasselage de l'Allemagne et nous devons, nous aussi, constater la tension de nos rapports avec l'Italie. Pas un pas n'a été fait dans le retrait des volontaires allemands et italiens d'Espagne. Nous vivons dans une Europe dangereuse. Mais nous sommes tous d'accord pour assurer la défense du pays.

» Cette motion n'est pas une motion de guerre. C'est une manœuvre de presse trop facile de dire qu'il y a la motion de la paix et la motion de la guerre. Il ne peut y avoir qu'un souci: celui d'épargner la guerre à ce pays, de préserver la paix. Cet effort, nous avons voulu le faire en plein accord avec la réalité des choses. Nous ne pouvons pas dire que ce qui se passe dans l'Europe du Traité de Versailles ne nous regarde pas. La plus grosse divergence de vues entre nous tient à ce que vous vous croyez plus libres de choisir que vous ne l'êtes en réalité.

» Nous pensons que ni la France ni la Grande-Bretagne ne peuvent séparer leur action. Nos actes diplomatiques doivent jouer en conséquence. Mais nous ne pouvons pas admettre que la Grande-Bretagne puisse interdire telle ou telle action conforme à nos pactes d'assistance.

» La seule véritable solution réside dans le désarmement. Jusque là, les pactes existent. Nous ne pouvons pas accepter que leur application soit conditionnelle.

» Vous êtes le parti le plus important au Parlement. Est-ce une attitude possible, dès lors, de dire que les pactes conclus puissent devenir caducs un jour ?

» En faveur de la paix, vous n'aurez aucune chance d'obtenir l'adhésion des puissances totalitaires si vous ne leur donnez pas la certitude que c'est leur intérêt de concourir à ce règlement général.

Il faut réveiller l'énergie française

» Et c'est pour cela qu'il convient de réveiller à l'intérieur du pays l'énergie française.

» Dans la mesure où subsiste une conscience internationale, vous savez que je suis avec elle. Nous avons à considérer notre action dans ce pays et hors de ce pays. Je ne vous demande pas de voter pour une motion ou pour une autre. Je vous demande de comprendre la réalité en vous abstrayant de tout parti pris, quel qu'il soit. »

La fin de ce discours est longuement applaudie; les congressistes chantent l'« Internationale ».

La séance est levée à 13 h. 45.

Un appel pour un dernier effort de conciliation

Elle est reprise à 16 h. 15, sous la présidence de M. Marx Dormoy.

La parole est donnée à **Mme Dunkowski** (Loiret), qui présente une motion au nom des « pacifistes intégraux ».

L'oratrice déclare que ses amis sont de ceux qui préfèrent les bornes-fontaines aux mitrailleuses.

« Un désarmement, même partiel, mais symbolique et immédiat, servirait, à son sens, la cause de la paix et de la liberté.

« On ne peut pas faire, comme semble le croire M. Léon Blum, au nationalisme sa part, déclare-t-elle. Quant à la défense de ce qu'on appelle l'empire, elle ne peut être qu'indifférente aux vrais socialistes. »

M. Dormoy annonce ensuite qu'il est saisi d'une motion préalable déposée par la Fédération du Pas-de-Calais.

M. Pontigny, secrétaire fédéral, propose que le Congrès nomme une commission très restreinte, composée, par exemple, de MM. Léon Blum, Paul Faure et Lebas, pour qu'un dernier effort de conciliation soit tenté.

M. Thiolas (Haute-Loire) déclare se joindre à la proposition faite par la Fédération du Pas-de-Calais et qu'il avait déjà préconisée le matin même.

M. Zyromski ne cache pas sa stupéfaction de la marche du Congrès et s'oppose avec véhémence à la constitution d'une nouvelle commission même restreinte.

Comme la veille, une certaine impatience se manifeste parmi les délégués.

M. Lebas (Nord), désire avant toute chose, attendre la réponse de la minorité au discours de M. Léon Blum.

« Le différend, dit-il, porte sur le paragraphe inclus dans la motion Paul Faure, qui préconise la révision de tous les pactes d'assistance mutuelle qui lient la France ».

Il s'élève contre cette idée de révision et souligne la nécessité du maintien des engagements de la France, et notamment de la fidélité au pacte franco-soviétique.

M. Paul Faure, applaudi par ses amis, se fait inscrire pour défendre lui-même sa thèse, tandis que **M. Lebas** développe ses critiques de la motion minoritaire et s'étonne qu'on puisse demander de nouvelles délibérations en marge du congrès, alors que celui-ci n'a pas entendu les explications indispensables, en particulier celles des minoritaires.

Il souligne que des différences marquées existent aussi entre les textes de motions sur la politique intérieure.

M. Paul Faure, très applaudi par une partie de la salle, monte à la tribune.

On chante l'« Internationale », poings levés.

Le secrétaire général du parti dit que bien que sa thèse ait déjà été défendue par MM. Arnol et Gouin, et afin que son silence ne soit pas mal interprété, il parlera, mais à son heure.

M. Le Bail (Haute-Vienne) défend la motion Paul Faure. Il pense que la motion Blum ne repousse pas tout effort de rapprochement entre démocraties et pays totalitaires, mais y met des conditions qui rendront cet effort vain.

Il ne croit pas à la fatalité de la guerre et estime que la France se trouve en présence d'une politique allemande de développement extrêmement souple, contre laquelle la motion Blum ne pourra rien.

« Vous commencerez, déclare-t-il, par dire « non ». Puis, réagissant en socialiste au dernier moment, quand la guerre sera là, vous direz « oui ».

La salle manifeste en sens divers.

« Et si, poursuit M. Le Bail, la guerre n'éclate pas, ne craignez vous pas que la paix se fasse sans vous ? Craignez de connaître le discrédit que vaut au parti communiste sa politique extérieure belliqueuse ».

M. Spinasse constate qu'aujourd'hui, en cédant à la force, on ne fait qu'obtenir un délai. Munich ne résout rien. L'orateur se prononce pour la révision des alliances françaises et préconise le redressement du pays, afin d'éviter à la fois la guerre et la servitude.

Il souhaite qu'une nouvelle tentative de conciliation soit faite entre les motions Blum et Paul Faure.

Vingt-cinq orateurs restant inscrits, M. Dormoy propose qu'on limite le débat.

La séance est suspendue à 18 h. 50.

LA SÉANCE DE NUIT

En séance de nuit du congrès, M. **Bouchey** (Côte-d'Or) rappelle qu'il a été le seul parlementaire S.F.I.O. qui ait voté contre les accords de Munich. Une partie de la salle applaudit, tandis que l'autre crie : « Discipline, discipline ».

L'orateur qualifie ces accords de « farce diplomatique ».

M. Castagnez, député du Cher, pose ensuite diverses questions et notamment celles-ci : « Faudra-t-il, si le congrès vote la motion Blum, que l'on consente éventuellement à abolir la loi de 40 heures et à voter une loi de trois ans, si le gouvernement actuel en démontrait la nécessité ? ». On applaudit.

Mais M. Blum monte à la tribune et déclare :

« Les conséquences que le député du Cher redoute et que nous redoutons tous avec lui, se produiraient si la France se trouvait isolée sans appui et sans concours contre les dangers de guerre ».

M. Rivière (Creuse) parle ensuite en faveur d'une motion unique et de conciliation.

M. Salomon Grumbach se présente comme « belliciste », ce qui fait rire l'assemblée.

Il faut, selon lui, organiser la résistance de toutes les forces de paix contre toutes les forces de guerre. Ainsi, seulement, on pourra organiser une nouvelle Europe.

L'orateur avait provoqué une certaine animation au sein du congrès quand il avait souligné qu'aucun des amis de M. Paul Faure et de M. Laval, n'avait osé parler au congrès de M. Flandin ou de M. Laval. « Et cela, dit-il, parce que ces mêmes personnes ne peuvent attaquer des hommes dont les conceptions en matière de politique étrangère se rapprochent des leurs ». Une partie de la salle proteste. L'orateur conclut en notant que la motion Blum n'est pas une motion pour la guerre, mais au contraire un effort courageux pour sauvegarder la paix.

M. Lazurick (Cher), constate qu'il y a entre les deux fractions du parti socialiste accord sur la situation. Il faut considérer que Munich a été un soulagement mais aussi un sursaut. Une défaite des forces de mort et de ruine. Aujourd'hui, il faut essayer de distendre l'axe Rome-Berlin.

Au sujet des relations avec l'U.R.S.S. M. Blum tient à préciser qu'à la commission des résolutions, il n'a pas été question du pacte franco-soviétique.

M. Paul Faure déclare qu'il reste fidèle « virgule par virgule » à sa motion

M. Paul Faure, est l'objet d'une véritable ovation quand il vient à la tribune.

S'il y a désaccord, dit-il, entre M. Blum et lui, leur amitié ne s'en est pas trouvée ébranlée et l'unité totale du parti n'en souffrira pas.

En venant ensuite au cœur du débat, il observe qu'en 1914, l'Europe était déjà divisée en deux blocs hostiles ; qu'il y avait déjà un axe Berlin-Rome-Vienne, et un pacte franco-russe. Est-ce que cela a empêché le parti socialiste, avec Jaurès, de lutter pour la paix.

« On n'a aucun mérite, ajoute-t-il, à être pacifiste par temps calme.

Il termine en déclarant avec force qu'il reste fidèle, « virgule par virgule », à la motion qu'il a signée.

La séance continue.

Le recueil des lois de la vieille Egypte est découvert dans une nécropole souterraine

Le professeur Sami Gabra, de l'Université égyptienne, vient de faire une découverte sensationnelle : celle du recueil des lois de la vieille Egypte et particulièrement son code civil des obligations.

C'est dans la nécropole souterraine des oiseaux et des anges sacrés de Tounal el Gebel que le savant découvrit le fameux papyrus.

Le document était enfermé dans une haute jarre. Il ne mesure pas moins d'un mètre cinquante de longueur et de cinquante centimètres de largeur.

Il est couvert d'un texte serré d'écriture dite démotique.

Ce rare document contient un code des obligations et un traité de droit, le premier que les recherches des égyptologues aient jamais révélé.

De plus, le verso contient un traité complet de géométrie et de calcul.

Cette découverte apporte à l'histoire du droit et de la civilisation égyptienne une inestimable contribution.

— **Aux Etats-Unis**, le bilan des morts violentes, survenues au cours des fêtes de Noël, s'élève actuellement à 263, dont la plupart ont été provoquées par des accidents d'automobiles.

En Espagne

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Ce qu'on dit à Barcelone

Barcelone, 26 décembre. — Communiqué officiel du ministère de la Défense nationale :

« Front de l'Est. — Dans la zone de Tremp, les forces de l'invasion ont poursuivi leurs attaques avec la même intensité que les jours précédents. Les soldats espagnols résistent brillamment, infligeant à l'ennemi de lourdes pertes. Dans le secteur du Segré, les rebelles continuent d'exercer leur pression dans la zone de Granena ; les soldats repoussent toutes les attaques.

« D'autres attaques, déclenchées par les divisions italiennes dans le secteur de Gogull, ont été énergiquement repoussées. Cinq chars d'assaut italiens ont été rendus inutilisables et sont restés sur le champ de bataille. »

L'activité de l'aviation

Valence, 26 décembre. — Un raid de quatre trimoteurs franquistes sur Almedijar, dans la zone d'Andalousie, à proximité de l'Estremadure, a fait 13 morts et 22 blessés.

Le général gouvernemental Miaja a confiance dans l'issue de la lutte

Valence, 26 décembre. — Dans une déclaration à la presse, le général Miaja a dit sa confiance dans la puissance défensive des gouvernementaux et dans l'issue de la lutte qui peut encore se prolonger pendant des années.

— Malgré le nombre d'Italiens, d'Allemands et de Maures qui figurent dans ses rangs, a-t-il poursuivi, l'ennemi n'a pu résoudre la question des réserves ; il a, d'ailleurs, vu fondre ses meilleures unités dans les batailles précédentes.

« Quant à nous, si nous avons un front de 1.700 km. à tenir, nos effectifs sont suffisants pour défendre nos positions contre n'importe quelle attaque.

« De plus, nous avons pour nous soutenir un noble idéal ; la raison et la justice sont de notre côté. Notre politique humaine, tolérante et libérale nous a gagné même ceux qui étaient franchement nos ennemis. Notre résistance bouleversera les plans d'un ennemi, qui, s'il combat sur notre sol, menace la France.

« Que personne n'oublie qu'actuellement, en Espagne, se vide la querelle du fascisme contre les démocraties du monde ».

Le corps légionnaire italien participe à l'offensive

Rome, 26 décembre. — L'envoyé spécial du « Messagero » sur le front nationaliste espagnol de Catalogne donne des détails sur l'action des troupes italiennes dans l'offensive actuellement en cours.

« Le secteur du Bas-Segré, écrit-il, est celui du corps légionnaire italien qui, bien entraîné et bien conduit, a fait en trois jours à peine une brèche qui désormais dépasse 24 kilomètres de profondeur ; c'est un énorme coin renversé qui a écartelé les deux premières lignes de résistance des rouges et qui grossira à la base jusqu'à rejoindre le secteur d'action assigné aux autres corps d'armées qui agissent sur les flancs ».

Ce journal ajoute d'autre part :

« Pour cette grande offensive, le généralissime Franco a mobilisé six autres corps d'armées. Ceux de Navarre, d'Aragon, du Maroc, de Maestrazgo et deux de nouvelle formation qui ont pris les noms d'Urgel et de Catalogne. Ils ont été échelonnés selon les possibilités tactiques et manœuvrières de chacun sur les 128 kilomètres du front qui s'étend des Pyrénées à la mer en suivant la ligne des fleuves. »

En ce qui concerne la participation étrangère à l'offensive, notons toutefois qu'un télégramme de Saragosse affirme que sur vingt-sept divisions engagées, une seule est composée de volontaires italiens.

Les travaux de la commission de contrôle du retrait des volontaires

Madrid, 26 décembre. — La Commission de contrôle du retrait des volontaires étrangers est arrivée venant de Valence. Elle est accompagnée de militaires espagnols, notamment du général Gamir, qui dirigea la campagne du Nord.

L'ambassadeur de France rejoint son poste à Barcelone

Paris, 26 décembre. — M. Jules Henry, le nouvel ambassadeur de France à Barcelone, a quitté Paris lundi soir pour rejoindre son poste.

Vingt-deux chalutiers espagnols désarmés sont gardés dans le port de Saint-Martin-de-Ré

La Rochelle, 26 décembre. — Quatre chalutiers espagnols, qui transportaient des réfugiés, avaient été désarmés. Ils viennent d'être conduits à Saint-Martin (île de Ré).

Le nombre des navires espagnols amarrés dans ce port s'élève maintenant à vingt-deux.

LA SITUATION DES JUIFS A DANTZIG

Le Congrès juif mondial demande l'intervention du Comité de la S.D.N. dans les affaires de la ville libre

Genève, 26 décembre. — Le comité exécutif du Congrès juif mondial vient d'adresser aux ministres des affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne et de Suède, membres du Comité du conseil de la S.D.N. pour les affaires de Dantzig, le télégramme suivant:

« Le comité exécutif du Congrès juif mondial vous adresse un appel urgent, en votre qualité de membres du Comité des Trois du Conseil de la S.D.N., vous demandant de prendre les mesures qui s'imposent à la suite des cruelles persécutions des Juifs dantzicois. Le gouvernement de la ville libre a organisé des pogroms, décrété l'introduction de la législation raciste et finalement obligé la population juive tout entière à quitter le territoire à bref délai, sans que la Ligue, garante de la Constitution et de l'égalité de droit des citoyens ait entrepris jusqu'à maintenant la moindre action. »

Le froid

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

DANS LA RÉGION

Deux miséreux sont retrouvés morts de froid, à Boulogne

Hier, à Vingles, près du Portel, Eugène Sansouci, 40 ans, qui faisait la pêche à la côte et vivait dans une caverne aménagée dans la falaise, a été retrouvé mort dans son refuge, des suites de congestion.

Un de ses confrères, Antoine Gressier, 42 ans, qui logeait dans une casemate du tir aux pigeons, au pied de la falaise de Boulogne, a été aussi trouvé mort de froid.

EN BELGIQUE

A MOUSCRON

Le gel, ses dégâts et les accidents qu'il provoque

Comme nous le signalions, il y a quelques jours, le gel persistant a déjà créé bien des ennuis et aussi des accidents plus graves.

C'est par centaines que l'on compte, à Mouscron, les compteurs à eau et à gaz que le froid a fait sauter.

De nombreux cultivateurs de la région sont aussi victimes de cette attaque imprévue du froid et ils commencent à s'apercevoir que d'importants stocks de pommes de terre ont été pris par le gel.

On signale qu'à la gare, la charge d'un wagon de bouteilles d'eau minérale a été littéralement congelée et que les dégâts sont importants.

On ne compte plus les légers accidents de toutes sortes survenus aux automobilistes qui se risquent encore à affronter la rigueur de la température et le mauvais état des routes.

D'autres accidents plus graves se sont produits à cause de l'état glissant des pavés. Rue de Courtrai, à hauteur de la rue de Menin, un cycliste est tombé et s'est blessé à la figure.

La camionnette d'un Roubaisien défonce la barrière d'un passage à niveau

Dimanche soir, vers 19 h., un accident survenu au passage à niveau d'Aelbeke a failli avoir des conséquences dramatiques. Une camionnette conduite par M. Alois Verstraete, demeurant rue Jouffroy, à Roubaix, venant de Courtrai, se dirigeait vers Mouscron par la grande chaussée qui relie ces deux villes. Arrivé au passage à niveau d'Aelbeke, le chauffeur ne s'aperçut pas à temps que la barrière était fermée et, ne pouvant freiner trop brusquement, — il alla défoncer le barrage pour s'arrêter sur les voies du chemin de fer.

M. Verstraete n'eut que le temps de sortir du véhicule, car le train de voyageurs 2914 vint tamponner son automobile. Heureusement tout se borna à des dégâts et à un léger retard du train.

La gendarmerie de Mouscron a effectué une enquête sur place.

En Chine

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le Japon va renforcer la défense des frontières en Mandchoukouo

Tokio, 26 décembre. — On apprend qu'une importante conférence a eu lieu inopinément à Hsing-King, capitale du Mandchoukouo, le dimanche de Noël, afin d'envisager des mesures pour le renforcement de la défense des frontières du Mandchoukouo contre une attaque éventuelle des Russes.

Cette conférence groupait des représentants de l'armée du Kouang-Toung, du gouvernement du Mandchoukouo, des industries lourdes et des transports. La construction de nouveaux ouvrages de fortifications aurait été décidée pour compléter le système des zones fortifiées existant déjà sur les principales avenues de pénétration du Nord.

Les travaux de la percée des Vosges vont être repris

Paris, 26 décembre. — Le ministère des travaux publics annonce que la reprise des travaux de la percée des Vosges a fait l'objet d'une décision gouvernementale.

Le financement en est assuré par la Caisse autonome de la défense nationale, sans qu'il y ait lieu, comme on l'avait pensé, de faire appel au concours des collectivités intéressées.

Une nouvelle inculpation dans l'affaire des réformes frauduleuses de Marseille

Marseille, 26 décembre. — M. Liotard, le juge d'instruction chargé de l'affaire des réformes frauduleuses, a procédé à une nouvelle confrontation de Prunières avec un de ses rabatteurs attitrés, le liquoriste Buffe.

Cette confrontation avait pour but de préciser les conditions dans lesquelles Buffe avait fait réformer diverses personnes, récemment inculpées.

M. Liotard, après enquête, a inculpé un autre garçon de café, qui s'était adressé à Buffe pour ne pas effectuer une période militaire, pour laquelle il avait été convoqué.

PRÉSAGE DE BONHEUR

Le prunier miraculeux a fleuri sous la neige à Bra (Italie)

Bra (Italie), 26 décembre. — Il existe près du sanctuaire de la Madone élevé à Bra, sur le lieu où la Vierge apparut à Evidia Mathis, un prunier miraculeux dont la floraison en plein hiver est considérée comme un présage de bonheur.

Or, dimanche, le prunier a de nouveau fleuri sous la neige. La foule est accourue pour contempler ce phénomène miraculeux.

Le recteur du sanctuaire a cueilli une branche du prunier pour l'envoyer à la princesse Marie de Savoie en gage de bonheur pour son prochain mariage.

— **Lundi matin**, à Paris, vers 1 heure, rue Victor-Masse, Mme Bahal Klaan, a été délestée de son sac à main contenant 250 francs, une montre en platine sertie de brillants d'une valeur de 10.000 frs, un pendentif en platine et brillants de 3.000 francs.

— **A Strasbourg**, un cambriolage a été commis dans une bijouterie de la rue du Vieux-Marché-aux-Vins. Le montant du vol est évalué à 100.000 frs.

DERNIERE HEURE

La réponse du gouvernement français est parvenue à Rome

Rome, 26 décembre. — Comme suite à la communication du 17 décembre par laquelle le gouvernement fasciste informait le gouvernement français qu'il ne tenait plus pour valables les traités franco-italiens de janvier 1935, M. André François-Poncet, ambassadeur de France, a fait tenir au comte Ciano, une note qui constitue un exposé du point de vue français sur cette question.

« Nos meilleures joies viennent maintenant de France », a déclaré le Pape au cardinal Gerlier

Lyon, 26 décembre. — Le primat des Gaules, cardinal Gerlier, a rapporté en ces termes l'un de ses récents entretiens avec S.S. Pie XI:

Le Pape m'a dit, à plusieurs reprises, que ses meilleures joies lui venaient de la France. Ces joies le soulagent des lourdes angoisses qui viennent d'ailleurs. Il y a la guerre et surtout la menace d'autres conflits qui risquent d'élargir encore les conflits actuels. Il y a la lutte odieuse contre Jésus-Christ, qu'elle vienne de l'anarchie russe ou de la brutalité allemande. Il y a même la menace pour la liberté de conscience en Italie. »

Le Conseil national du syndicat des instituteurs regrette que la grève du 30 novembre n'ait pas été plus générale

Paris, 26 décembre. — Le Conseil national du syndicat cégétiste des instituteurs réuni lundi, a adopté en fin de soirée deux motions:

La première est relative à la grève du 30 novembre. Le Conseil national, approuve l'action menée par le bureau du syndicat pour préparer cette grève. Il regrette que certains instituteurs n'aient pas cru devoir se joindre au mouvement lancé par la C.G.T.. Le Conseil national proteste contre les sanctions et affirme sa solidarité aux instituteurs qui se trouvent frappés.

La seconde motion a trait au relèvement des traitements. Le Conseil national déclare que les 1.800 millions prévus dans le projet du budget de 1939 sont nettement insuffisants et que leurs traitements actuels ne permettent pas aux instituteurs de faire face aux nécessités de la vie.

Pour la première fois depuis 1928 tous les services aériens entre l'Angleterre et le continent ont été suspendus hier

Le Bourget, 26 décembre. — En raison du mauvais temps persistant sur la Manche, des chutes de neige et du givrage, tous les services aériens entre l'Angleterre et le Continent ont été suspendus lundi.

C'est la première fois depuis 1928 qu'un pareil fait se produit.

Les lignes allemandes, belges, hollandaises, suisses et françaises vers l'Europe septentrionale et centrale ont aussi dans l'ensemble, suspendu leurs services.

La presse égyptienne rejette les prétentions italiennes sur le canal de Suez

Le Caire, 26 décembre. — Les diverses revendications récemment développées dans la presse italienne, relativement au canal de Suez font l'objet de nombreux articles de la presse arabe.

A l'unanimité, les organes caïrotes rejettent les prétentions italiennes.

LE GOUVERNEMENT FASCISTE RAPATRIE SES NATIONAUX FIXÉS A L'ETRANGER

Un premier contingent venant de France est arrivé hier en Italie

Rome, 26 décembre. — Le premier contingent italien — cent personnes, au total — rapatrié de France, est arrivé lundi en Italie, comme suite à la récente décision du gouvernement fasciste de rapatrier ses nationaux fixés à l'étranger. Il s'agit de familles qui vivaient depuis plusieurs années dans le Midi de la France.

Les journaux mettent cet événement en vedette, et soulignent que ces « premiers rapatriés » ont été accueillis avec une vive cordialité par les autorités et par la population de Vintimille.

L'état de santé du docteur Gœbbels

Berlin, 26 décembre. — Le Docteur Goebbels est alité depuis quelques jours en raison d'une grippe intestinale.

Les milieux autorisés déclarent que la maladie suit son cours normal et que l'état du Docteur Goebbels est satisfaisant.

« La Conférence de Lima est un échec sans précédent pour M. Roosevelt », affirme un journal italien

Rome, 26 décembre. — « La conférence de Lima, écrit « Le Messaggero » est pour M. Roosevelt et pour M. Cordell Hull, un échec sans précédent dans l'histoire du panaméricanisme.

« Pauvre panaméricanisme ! Cette conférence de Lima qui devait donner au monde la mesure de la compacte et indestructible solidarité de toutes les nations américaines et l'impression de trois Amériques devenues un seul bloc de formidable puissance morale et matérielle, a montré au contraire non seulement l'inexistence d'une véritable et profonde entente continentale, mais aussi l'impossibilité d'y atteindre.

« Elle a montré en outre, que cette impossibilité d'entente ne se limite pas au système de défense de protection militaire ou d'alliance temporaire et « opportune », mais embrasse tous les domaines économique, intellectuel, social, avec l'inflexibilité inévitable des lois de la nature. »

Devant la menace de l'aviation allemande les forces aériennes des Etats-Unis seront-elles portées à 13.000 avions ?

Washington, 26 décembre. — Les milieux autorisés laissent entendre que le président Roosevelt, dans son message annuel au congrès le 4 janvier prochain, mettra en évidence la surprenante force actuelle de l'aviation allemande et la menace que constituent les Etats dictatoriaux pour l'hémisphère ouest pour appuyer la recommandation de renforcement sans précédent en temps de paix de la défense nationale.

D'après ces milieux, le message présidentiel comportera des recommandations détaillées pour la constitution d'une force aérienne de dix mille avions. Tenant compte des trois mille avions déjà autorisés par le congrès, les forces aériennes des Etats-Unis seraient donc portées à treize mille avions.

Le programme comporterait :

1° Pour l'aviation : des commandes de plusieurs milliers d'avions pour l'exercice 1939-40, dont un certain nombre pour l'entraînement de la réserve et de la garde nationale, l'entraînement de 100.000 pilotes et de 125 000 mécaniciens, la construction de nouvelles bases aériennes d'entraînement, l'augmentation de la capacité de l'industrie américaine aéronautique.

2° Pour l'armée, augmentation de l'artillerie anti-aérienne des munitions en général, augmentation du personnel du corps aérien.

3° Pour la marine : construction de deux navires de guerre avec un tonnage probable de 45.000 tonnes et d'une vingtaine d'autres navires de guerre d'un tonnage moindre.

Pour l'industrie, des mesures pour diminuer le délai nécessaire pour passer de la production en temps de paix à celle du temps de guerre.

En manière de représailles, le gouvernement polonais expulse deux cents citoyens tchèques

Varsovie, 26 décembre. — Le gouvernement polonais a fait procéder à l'expulsion de deux cents citoyens tchécoslovaques. Ces expulsions disent les autorités polonaises répondent aux expulsions visant les citoyens polonais résidant en Tchécoslovaquie. Elles font suite aux cent expulsions de samedi dernier, auxquelles les autorités polonaises avaient procédé.

Les chefs du Djebel Druze veulent l'autonomie d'avec la Syrie

Ils proclament leur attachement à la France

Soueida, 26 décembre. — Les chefs autonomistes du Djebel Druze ont organisé une manifestation au village de Chahba, groupant une grande partie des chefs druzes. A cette occasion, plusieurs discours ont été prononcés, réclamant l'autonomie du Djebel Druze et proclamant l'attachement de ses habitants à la France.

Une pétition a été signée formulant les revendications exprimées dans les discours et réaffirmant la fidélité à la France.

En tirant un corbeau, un Mulhousien tue sa femme

Mulhouse, 26 décembre. — En voulant tuer un corbeau dans son jardin, M. Pierre Lobba a tué sa femme d'un coup de carabine.

— **A Marseille**, le cadavre d'un homme horriblement broyé a été découvert sur le chemin de fer. Il semble qu'il a été victime d'un accident.

Dernières Nouvelles Sportives

LA LUTTE

Le Français Bianco bat le Suisse Swahlen

Paris, 26 décembre. — Voici les résultats de la soirée de lutte américaine de la salle Wagram : Beguet (France) et Lamy (France) font match nul; Karoly (Hongrie) bat Bukovac (France), en 20' 58", par un retournement de bras; Martinson (Dan.) bat Chevaert (Fr.) en 15' 28", par un rassemblement de bras et de jambes ; Kwariany (Russie) et Rub Wright (Etats-Unis), font match nul.

La première manche est gagnée par l'Américain après 35' 52" de combat, par un ramassement de jambes; la deuxième manche revient à Kwariany après 17' 38", par une prise d'épaule et la troisième manche déclarée nulle.

Championnat d'Europe : Bianco (Fr.) bat Zwahlen (Suisse), en 11' 36", par abandon, le Suisse ayant été expédié hors des cordes et n'ayant pu reprendre le combat après les 10 secondes réglementaires.

LE MONDE DU TRAVAIL

Chez les grévistes des usines Lemaire et Dillies

On nous prie d'insérer :

Le Comité de grève des Etablissements Lemaire et Dillies invite les ouvriers qui n'ont pas repris le travail, à se présenter aux lieux suivants, mercredi 28, à partir de 9 h.: chez M. Marcel Geeraert, 134, rue Saint-Jean, pour la filature; chez M. Georges Deghouy, rue de Mackellerie, pour la teinture et l'apprêt; chez M. Joos, rue Boucher-de-Perthes, pour le tissage.

M. Georges Dooghe, inspecteur chargé des examens du permis de conduire est nommé capitaine

Au « Journal officiel » du 22 décembre, nous relevons la nomination au grade de capitaine de M. Georges Dooghe, inspecteur chargé des examens du permis de conduire et expert près les tribunaux.

M. Dooghe est le vice-président du Comité du Nord de la Fédération d'éducation physique et de P.M. de France et des colonies. Il est de plus président de la commission de motorisation de ce comité.

Sous l'impulsion du capitaine Dooghe, les cours organisés par la commission de motorisation créés à Lille, Armentières, Tourcoing, Wattrelos, au Cateau et à Douai sont en pleine activité, et plus de 350 élèves les suivent assidûment.